

par Jean Magniadas

A propos du Congrès de l'Internationale socialiste

Cantonnée, à l'origine, à l'Europe occidentale, l'Internationale socialiste s'est efforcée d'étendre, sans toujours y réussir pleinement, son influence sur tous les continents. Si son activité ne mobilise pas spécialement l'attention des observateurs, il en va autrement de ses Congrès avec la présence des leaders socialistes et, parmi eux, de chefs de gouvernement. Ils permettent d'observer l'éventail des positions au sein de la sociale démocratie.

La dispute sur « la troisième voie » entre, d'une part, les leaders travaillistes anglais et les socio-démocrates allemands et, d'autre part, les socialistes français intéresse par ses visées idéologiques et ses ressorts politiques toutes les forces de gauche et de progrès.

L'idéologie blairiste

La nouvelle plate-forme de la direction travailliste est née de la volonté de reconquête de ses leaders et est le fruit d'une lente et difficile élaboration, au fil des échecs électoraux et des transformations sociologiques non négligeables de cette formation. Tony Blair a été, de plus en plus, associé à sa construction qui repose sur une révision doctrinale, une nouvelle stratégie politique, un nouveau mode de fonctionnement du parti travailliste. C'est sous ce programme qu'il a emporté les dernières élections parlementaires et considère, dès lors, que ses fondements ont été validés. Son succès électoral l'a porté sur la scène internationale.

Se revendiquant des pères fondateurs, Tony Blair s'est fait le champion d'une synthèse entre les options fondamentales du travaillisme, du socialisme chrétien, auquel il n'oublie jamais de se référer personnellement, et d'un anti-marxisme. Il se réclame de la permanence de « valeurs », mais les pratiques politiques doivent garder une pleine autonomie. Ce qui lui permet de prôner des choix politiques fondés sur « ce qui marche » ou ce qu'il considère comme tel. C'est là que se situe une adhésion sûre et certaine au néo-libéralisme et au capitalisme. Au total, le « blairisme » est un mélange de bricolage idéologique et de pragmatisme où les valeurs proclamées sont soigneusement séparées des actes politiques. Sous ces auspices, s'opposant à la gauche de son parti, Tony Blair l'a amené à modifier dans les statuts la référence à la « propriété collective des moyens de production, de distribution,

et d'échange ». Les gouvernements travaillistes ne lui avaient jamais donné un statut pragmatique. Cette chasse aux symboles est une attaque contre un point d'ancrage identitaire, inséparable de l'introduction du libéralisme dans l'idéologie travailliste au nom des contingences de l'action politique et spécialement de la mondialisation, sous la gouvernance des multinationales et des institutions internationales (FMI, OMC, Banque mondiale, etc.). Point d'appui consacré du discours et des pratiques politiques et économiques de la sociale démocratie, le « Keynésianisme » est répudié.

Avant même son arrivée au pouvoir, Blair a combattu l'influence des syndicats dans le parti travailliste et organisé sa réduction dans les instances statutaires. Depuis, il leur a clairement dit qu'ils ne retrouveraient pas dans le *New Labour* « l'appui qu'ils avaient obtenu dans le passé ». Parallèlement, est favorisé le recrutement individuel des couches moyennes supérieures qui jouent un rôle croissant dans le parti. Cette démarche inclut un recul sur la question des inégalités : la responsabilité des individus est opposée à la redistribution sociale. Elle s'accompagne d'une volonté de jouer un rôle plus important dans la sociale-démocratie et en Europe, dont Blair est un des partisans les plus offensifs dans un parti et un pays très réticents...

Telle est l'essence de la « troisième voie » présentée comme un « centre radical », le dépassement de la gauche et de la droite, et destiné à rallier durablement les couches moyennes du salariat sous influence conservatrice ou libérale.

Le SPD adepte de la « troisième voie »

Tony Blair a trouvé un allié de poids en Gerhard Schröder, appelé à la tête d'un gouvernement SPD, allié aux Verts. Parti « modèle » de la sociale démocratie, le SPD a modifié ses options fondamentales à son Congrès de Bad Godesberg, il y a trente ans, au bénéfice d'un « réformisme social au sein du capitalisme », basé sur des relations sociales organisées et sur la cogestion. Ils sont aujourd'hui d'ailleurs fortement attaqués par le patronat allemand. Le Chancelier Schröder avait mené la campagne électorale et un ensemble de propositions sous le terme générique de « nouveau centre ». Lui aussi visait « les couches moyennes supérieures », le dépassement des clivages traditionnels. Il a bientôt présenté des objectifs stratégiques voisins de ceux de Tony Blair, accompagnés de la volonté

d'un rôle plus important en Europe, à l'Est notamment, et à l'échelle du monde en visant l'admission au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au Sommet intergouvernemental de Cologne, on a vu apparaître les divergences de positions entre les partis socialistes au pouvoir. Les mesures adoptées sur l'emploi relèvent d'une politique qui tend essentiellement à laisser place au marché et à écarter des objectifs plus volontaristes tels, malgré bien des ambiguïtés, ceux du gouvernement français, proposés par Lionel Jospin...

Les réactions du Parti socialiste français

Invité à signer le *Manifeste* le Parti socialiste s'y est refusé. Sa réprobation s'est exprimée publiquement. Son reproche d'inopportunité électorale a été validé par les échecs du Labour et du SPD aux élections européennes et lors des consultations locales ou régionales allemandes qui ne sont pas à attribuer au seul effet négatif du *Manifeste*, mais aussi aux résultats des politiques sociales dans les deux pays. Les socialistes français ajoutent des griefs plus fondamentaux : désaccord sur l'appréciation du libéralisme, faiblesse de la redistribution sociale, concessions exagérées sur la flexibilité, insuffisance de la place du service public. Le Parti socialiste tient compte de la conjoncture politique française. Un commentateur a souligné que l'existence de la gauche plurielle empêche le PS de se « blairiser ». Si elles ont des partisans dans une aile des écologistes, le PCF s'est opposé aux thèses de Blair/Schröder. Son secrétaire national les a qualifiées « de pression inadmissible pour que la France rentre dans le duo social libéral ». Le Parti socialiste a des assises sociologiques plus fortes dans les « couches moyennes salariées », plus faibles chez les ouvriers que ses homologues britannique et allemand, mais il a la volonté de les renforcer. Il s'efforce de tenir compte des rapports de forces réels en France. Les manifestations pour l'emploi, le discours du Premier ministre devant le groupe parlementaire socialiste réaffirmant la volonté de poursuivre et d'amplifier les réformes engagées depuis deux ans, les exigences révélées par les sondages allant dans ce sens sont à prendre en considération dans le positionnement du PS. Ce qui est décisif, c'est assurément les mesures qui seront effectivement prises.

Le « Sommet des progressistes » de Florence

A la veille du Congrès de l'Internationale Socialiste, on a observé certains rapprochements entre les dirigeants du PS et du SPD. Ce congrès n'a pas apporté d'éléments vraiment nouveaux. Évitant les joutes oratoires trop polémiques, il a jeté sur les différences une sorte de voile qui laisse les choses en l'état, ce qui est conforme aux pratiques de l'Internationale socialiste. Il n'a pas explicitement approuvé Blair, mais n'a pas condamné ses thèses. Le texte de synthèse exprime, au total, une orientation à droite de la sociale démocratie. La thèse du PS, résumée dans la forme « oui à l'économie de marché, non à la société de marché », sonne bien. Mais ne va pas loin car elle évite d'aborder les contenus et est assortie de l'affirmation que le changement de société n'est plus à l'ordre du jour. Ce qui permet à Blair de dire que « derrière les étiquettes, on ne pense pas différemment ». A partir de là, il y a certes place pour des dosages des politiques d'accompagnement de la mondialisation adaptés à chaque pays, mais ils sont enfermés d'avance dans la marge étroite de la correction de ses excès.

Avec la participation de Clinton et de Jospin, le « Sommet des progressistes », voulu par Blair, partisan d'une « internationale des modernisateurs », a été le lieu d'une approbation à une régulation de la globalisation économique, c'est-à-dire à la nécessité de construire quelques garde-fous par les États-Unis et les grandes puissances à ses outrances. La « troisième voie » s'y est faite discrète, mais n'est pas morte.